

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09319P0066 du 03/04/2019
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2017-12-11-018 du 11/12/17 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09319P0066, relative à la réalisation d'un projet de création d'un forage pour irrigation agricole sur la commune de Séguret (84), déposée par SCEA Nicolas HAENI, reçue le 27/02/2019 et considérée complète le 28/02/2019 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 28/02/2019 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 27a du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en la création d'un forage pour irrigation agricole, pour un besoin en eau estimé à 5000 m³ / an au maximum ;

Considérant que ce projet a pour objectif l'irrigation de 5 hectares de vignes de cuve ;

Considérant la localisation du projet :

- sur une parcelle agricole, à proximité immédiate d'espaces boisés ;
- dans la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) type II "Dentelles de Montmirail" ;
- à l'intérieur du périmètre du site inscrit "L'ensemble formé par le site du Haut-Comtat" ;
- dans le périmètre "Dentelles de Montmirail", identifié comme faisant partie du domaine vital de l'Aigle de Bonelli, espèce menacée et protégée ;

Considérant le cadre réglementaire dans lequel s'inscrit le projet, qui est concerné par les procédures et déclarations auxquelles sont soumis les travaux de forages ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à :

- faire réaliser une étude technique par un hydrogéologue afin d'évaluer la profondeur nécessaire pour le forage ;
- utiliser l'eau prélevée uniquement pour les besoins des cultures, en cas de sécheresse ;

Considérant les Impacts limités du projet sur l'environnement , qui sont essentiellement liés à la phase de travaux ;

Arrête :

Article 1

Le projet de création d'un forage pour irrigation agricole situé sur la commune de Séguret (84) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA . La présente décision est notifiée à SCEA Nicolas HAENI.

Fait à Marseille, le 03/04/2019.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
L'adjointe à la cheffe d'unité évaluation
environnementale

Delphine MARIELLE



Voies et délais de recours d'une décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux et hiérarchique, dans les conditions de droit commun, ci-après :

- Recours gracieux:

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision)

- Recours hiérarchique:

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision)